

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2021/40415]

**2 FEVRIER 2021. — Loi portant
dispositions diverses en matière d’Economie (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l’article 74 de la Constitution.

La présente loi transpose partiellement la directive 2015/2366/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n° 1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE.

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code de droit économique*

Section 1^{re}. — Modifications
du livre IV du Code de droit économique

Art. 2. Dans l’article IV.24, § 2, du Code de droit économique, inséré par la loi du 3 avril 2013 et remplacé par la loi du 2 mai 2019, les mots “l’article IV.17, § 2” sont remplacés par les mots “l’article IV.17, § 3”.

Art. 3. Dans l’article IV.66, § 3, alinéa 2, 1°, du même Code, inséré par la loi du 3 avril 2013 et remplacé par la loi du 2 mai 2019, les mots “devant le Collège de la concurrence” sont abrogés.

Art. 4. L’article IV.80 du même Code, inséré par la loi du 3 avril 2013 et remplacé par la loi du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

“Art. IV.80. § 1^{er}. Le Collège de la concurrence peut infliger les amendes et astreintes visées à l’article IV.79, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en cas d’infraction à l’article IV.10, § 4, et pour non-respect des décisions visées à l’article IV.52, § 1^{er}, 8°.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, en cas de non-respect d’une décision relative à un abus de dépendance économique au sens de l’article IV.2/1, l’amende ne peut dépasser 2 % du chiffre d’affaires de l’entreprise ou de l’association d’entreprises concernée et l’astreinte s’élève jusqu’à concurrence de 2 % du chiffre d’affaires journalier moyen par jour de retard à compter de la date fixée par le Collège de la concurrence.”

Art. 5. Dans l’article IV.84, § 2, du même Code, inséré par la loi du 2 mai 2019, les mots “, IV.80, § 2,” sont insérés entre les mots “articles IV.79” et les mots “et IV.82”.

Art. 6. À l’article IV.90 du même Code, inséré par la loi du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots “l’article IV.26, § 2, 13°” sont remplacés par les mots “l’article IV.26, § 3, 13°”;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots “ou les conditions ou charges imposées par le Collège de la concurrence en matière de concentrations” sont insérés entre le mot “concentrations” et les mots “ainsi que”.

Art. 7. À l’article IV.92, § 3, 6°, du même Code, inséré par la loi du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot “plaignant” est chaque fois remplacé par le mot “demandeur”;

2° dans le texte néerlandais, le mot “zetel,” est inséré entre le mot “geen” et le mot “inrichting”.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2021/40415]

**2 FEBRUARI 2021. — Wet houdende
diverse bepalingen inzake Economie (1)**

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Deze wet voorziet gedeeltelijk in de omzetting van richtlijn 2015/2366/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2015 betreffende betalingsdiensten in de interne markt, houdende wijziging van de richtlijnen 2002/65/EG, 2009/110/EG en 2013/36/EU en Verordening (EU) nr. 1093/2010 en houdende intrekking van richtlijn 2007/64/EG.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het Wetboek van economisch recht*

Afdeling 1. — Wijzigingen
van boek IV van het Wetboek van economisch recht

Art. 2. In artikel IV.24, § 2, van het Wetboek van economisch recht, ingevoegd bij de wet van 3 april 2013 en vervangen bij de wet van 2 mei 2019, worden de woorden “artikel IV.17, § 2” vervangen door de woorden “artikel IV.17, § 3”.

Art. 3. In artikel IV.66, § 3, tweede lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 april 2013 en vervangen bij de wet van 2 mei 2019, worden de woorden “voor het Mededingingscollege” opgeheven.

Art. 4. Artikel IV.80 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 april 2013 en vervangen bij de wet van 2 mei 2019, wordt vervangen als volgt :

“Art. IV.80. § 1. Het Mededingingscollege kan de bij artikel IV.79, § 1, eerste lid, bedoelde geldboeten en dwangsommen opleggen in geval van inbreuk op artikel IV.10, § 4, en wegens niet-naleving van de beslissingen bedoeld in artikel IV.52, § 1, 8°.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan de geldboete wegens niet-naleving van een beslissing die betrekking heeft op misbruik van economische afhankelijkheid in de zin van artikel IV.2/1, niet meer bedragen dan 2 % van de omzet van de betrokken onderneming of ondernemingsvereniging en beloopt de dwangsom tot 2 % van de gemiddelde dagelijkse omzet per dag vertraging te rekenen vanaf de dag bepaald door het Mededingingscollege.”

Art. 5. In artikel IV.84, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 2 mei 2019, worden de woorden “, IV.80, § 2,” ingevoegd tussen de woorden “artikel IV.79” en de woorden “en IV.82”.

Art. 6. In artikel IV.90 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “artikel IV.26, § 2, 13°” vervangen door de woorden “artikel IV.26, § 3, 13°”;

2° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden “of door het Mededingingscollege opgelegde voorwaarden en verplichtingen inzake concentraties” ingevoegd tussen het woord “concentraties” en de woorden “, en in”.

Art. 7. In artikel IV.92, § 3, 6°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse tekst, wordt het woord “plaignant” telkens vervangen door het woord “demandeur”;

2° het woord “zetel,” wordt ingevoegd tussen het woord “geen” en het woord “inrichting”.

Art. 8. Dans l'article VII.3, § 2, du même Code, inséré par la loi du 19 avril 2014 et modifié par les lois des 30 juillet 2018 et 27 mai 2020, le 6^obis est remplacé par ce qui suit :

“6^obis. contrats temporaires autorisant les prêteurs en matière de crédit à la consommation à accorder, au cours de la période située entre le 1^{er} février et le 31 mars 2021, un report temporaire de remboursement d'un prêt ou d'une vente à tempérament, ainsi que la prolongation du délai de zérotagage en cas d'ouverture de crédit pour une durée de trois mois au maximum, à l'exception de l'article VII.107 et des articles VII.148 à VII.154, ainsi que de leurs arrêtés d'exécution.

Toutefois, la durée maximale de report de remboursement ne pourra excéder neuf mois au cours de la période située entre le 1^{er} mai 2020 et le 30 juin 2021.

Le report temporaire de remboursement d'un prêt ou d'une vente à tempérament ainsi que la prolongation du délai de zérotagage en cas d'ouverture de crédit ne s'appliquent pas aux contrats de crédit qui ont été conclus après le 1^{er} mai 2020.

Les modalités suivantes s'appliquent :

1^o pour bénéficiaire de ce régime temporaire de suspension des obligations de remboursement ou de la prolongation du délai de zérotagage, les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies :

— l'emprunteur demande lui-même un report de remboursement ou la prolongation du délai de zérotagage de son crédit;

— il n'a pas de retard de paiement du crédit concerné de plus d'un mois au 1^{er} janvier 2021;

— l'emprunteur subit une perte de revenus en raison de la crise du coronavirus. Si plusieurs personnes ont leur résidence officielle à la même adresse, il suffit que l'une de ces personnes subisse une perte de revenus en raison de la crise du coronavirus pour que cette condition soit remplie, même si le crédit n'a pas été souscrit à son nom mais bien au nom de l'une de ces autres personnes.

— le remboursement mensuel du capital et des intérêts du crédit concerné s'élève à au moins 50 euros.

2^o lorsque les conditions cumulatives visées à l'alinéa 4, 1^o, sont remplies, le prêteur concerné doit :

— selon son choix accorder un report complet ou partiel de remboursement du capital et des intérêts pour un prêt ou une vente à tempérament du crédit concerné.

La durée du contrat de crédit est rallongée à concurrence de la période de report.

Les intérêts reportés sont étalés sur les délais de remboursement restants. Lors de l'octroi du report, un tableau d'amortissement adapté sera établi pour les délais de remboursement restants du crédit après le report.

— reporter le délai de zérotagage pour une ouverture de crédit de trois mois au maximum si le délai de zérotagage pour cette ouverture de crédit est atteint au cours de la période entre le 1^{er} février et le 31 mars 2021. Pendant la durée de ce report, les intérêts contractuellement applicables à l'ouverture de crédit restent dus.

3^o si, au moment de la demande de report de paiement, le patrimoine mobilier total cumulé sur les comptes à vue et les comptes d'épargne et dans tout portefeuille de placements détenu par le demandeur auprès de sa propre banque ou dans une autre banque est supérieur à 25 000 euros, le prêteur n'est plus obligé d'accorder le report demandé. L'épargne pension n'est pas prise en compte. La preuve peut en être fournie par une déclaration sur l'honneur de l'emprunteur.

4^o la suspension temporaire des obligations de remboursement ou la prolongation du délai de zérotagage n'est pas considérée comme un nouveau contrat de crédit, ni comme un défaut de paiement devant être communiqué au volet négatif de la Centrale des crédits aux particuliers, conformément à l'arrêté royal du 23 mars 2017, mais comme une modification autorisée du contrat de crédit et elle peut entraîner un dépassement du délai maximal de remboursement et du délai de zérotagage prévus par l'arrêté royal du 14 septembre 2016.

Les modifications du contrat de crédit, y compris la nouvelle date de fin du crédit, doivent être enregistrées auprès de la Centrale des crédits aux particuliers.

5^o la modification du contrat de crédit consistant en un report de remboursement ou en une prolongation du délai de zérotagage ne doit pas être formalisée dans le contrat de crédit lui-même, mais peut être déterminée par un avenant sur un support durable qui fournit la preuve de l'accord des parties sur le contenu.

Art. 8. In artikel VII.3, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014 en gewijzigd bij de wetten van 30 juli 2018 en 27 mei 2020, wordt de bepaling onder 6^obis vervangen als volgt :

“6^obis. de tijdelijke contracten middels dewelke de kredietgevers inzake consumentenkrediet gemachtigd zijn, tijdens de periode van 1 februari en 31 maart 2021, tijdelijk uitstel van terugbetaling van een lening of verkoop op afbetaling, alsmede verlenging van de nulstellingstermijn in geval van kredietopeningen toe te staan voor een maximale termijn van 3 maanden, met uitzondering van artikel VII.107, en de artikelen VII.148 tot VII.154, evenals hun uitvoeringsbesluiten.

De maximale duur van het betalingsuitstel mag echter niet meer bedragen dan negen maanden in de periode tussen 1 mei 2020 en 30 juni 2021.

Het tijdelijke uitstel van terugbetaling van een lening of verkoop op afbetaling, alsmede de verlenging van de nulstellingstermijn in geval van kredietopeningen zijn niet van toepassing op kredietovereenkomsten die werden afgesloten na 1 mei 2020.

De volgende nadere regels zijn van toepassing:

1^o om te genieten van dit tijdelijk regime van schorsing van de verplichtingen van terugbetaling of de verlenging van een nulstellingstermijn, dient te worden voldaan aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

— de kredietnemer vraagt zelf een uitstel van terugbetaling of de verlenging van de nulstellingstermijn van zijn krediet;

— er is geen betalingsachterstand van het betrokken krediet van meer dan één maand op 1 januari 2021;

— de kredietnemer lijdt een inkomensverlies ten gevolge van coronacrisis. Indien er meerdere personen officieel op hetzelfde adres wonen, is het voldoende dat één van deze personen een inkomensverlies lijdt ten gevolge van de coronacrisis om aan deze voorwaarde te voldoen, ook wanneer het krediet niet op zijn of haar naam, maar op de naam van één van de andere personen werd aangegeven.

— de maandelijke terugbetaling van het kapitaal en interesten van het betrokken krediet bedraagt minstens 50 euro per maand.

2^o wanneer de cumulatieve voorwaarden van het vierde lid, 1^o, zijn vervuld, dient de betrokken kredietgever:

— overeenkomstig zijn keuze geheel of gedeeltelijk uitstel van terugbetaling van kapitaal en interesten toe te kennen voor een lening of verkoop op afbetaling van het betrokken krediet.

De kredietlooptijd wordt verlengd ten belope van de periode van uitstel.

De uitgestelde interesten worden gespreid over de nog resterende terugbetalingstermijnen. Bij toekenning van het uitstel zal een aangepaste aflossingstabel worden opgemaakt voor de nog resterende terugbetalingstermijnen van het krediet na het uitstel.

— de nulstellingstermijn voor een kredietopening uit te stellen met maximaal drie maanden indien de nulstellingstermijn van die kredietopening wordt bereikt in de periode tussen 1 februari en 31 maart 2021. Tijdens de periode van dit uitstel blijven de op de kredietopening contractueel van toepassing zijnde interesten verschuldigd.

3^o indien op het moment van de aanvraag tot betalingsuitstel het totaal roerend vermogen op zicht- en spaarrekeningen en in een beleggingsportefeuille bij de eigen of een andere bank cumulatief groter is dan 25 000 euro, is de kredietgever niet meer verplicht om het uitstel toe te staan. Pensioensparen wordt hier niet in meegerekend. Het bewijs hiervoor kan geleverd worden mits een verklaring op eer door de kredietnemer.

4^o de tijdelijke opschorting van de terugbetalingsverplichtingen of verlenging van de nulstellingstermijn wordt niet beschouwd als een nieuwe kredietovereenkomst noch als een wanbetaling die overeenkomstig het koninklijk besluit van 23 maart 2017 moet worden gemeld in het negatieve luik van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren, maar als een toegelaten wijziging van de kredietovereenkomst en ze kan leiden tot een overschrijding van de bij koninklijk besluit van 14 september 2016 bepaalde maximale terugbetalingstermijn en nulstellingstermijn.

De wijzigingen van de kredietovereenkomst, met inbegrip van de nieuwe einddatum van het krediet, dienen geregistreerd te worden in de Centrale voor Kredieten aan Particulieren.

5^o de wijziging van de kredietovereenkomst die bestaat uit het uitstel van terugbetaling of de verlenging van de nulstellingstermijn hoeft niet in de kredietovereenkomst zelf te worden geformaliseerd, maar kan worden vastgesteld via een bijvoegsel op een duurzame drager dat het bewijs levert van de instemming van de partijen met de inhoud.

6° le report de paiement accordé dans le cadre de l'application du présent article n'entraînera ni frais de dossier, ni intérêts de retard, ni aucun autre frais à l'exception du taux débiteur contractuellement convenu et des éventuels frais liés à l'exécution normale du contrat, calculés sur la période du report.

7° le prêteur communiquera sur son site web la possibilité de report de paiement accordée aux conditions susmentionnées.

8° les dispositions de l'article VII.133 ne s'appliquent pas par analogie."

*Section 2. — Modifications
du livre VII du Code de droit économique*

Art. 9. Dans le livre VII, titre 3, chapitre 2, section 1^{re} du même Code, insérée par la loi 19 avril 2014 et remplacée par la loi du 19 juillet 2018, il est inséré un article VII.11/1, rédigé comme suit :

"Art. VII.11/1. Les prestataires de services de paiement veillent à ce que la brochure électronique de la Commission européenne "Vos droits lorsque vous effectuez des paiements en Europe" soit aisément et gratuitement accessible :

— sur le site internet des prestataires de services de paiement quand il existe, et

— sous forme papier auprès des succursales et des agents des prestataires de services de paiement et des entités vers lesquelles leurs activités sont externalisées.

En ce qui concerne les personnes handicapées, les dispositions du présent article s'appliquent avec d'autres moyens appropriés, de sorte que les informations soient mises à disposition dans un format accessible."

Art. 10. Dans le même titre 3, chapitre 2, section 1^{re}, il est inséré un article VII.11/2, rédigé comme suit :

"Art. VII.11/2. Les établissements de paiement veillent à ce que les agents ou les succursales agissant pour leur compte en informent les utilisateurs de services de paiement."

Art. 11. L'article VII.55/10 du même Code, inséré par la loi du 19 juillet 2018 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Lorsque l'incident, visé à l'article 53, § 2, de la loi du 11 mars 2018, a ou est susceptible d'avoir des répercussions sur les intérêts financiers de ses utilisateurs de services de paiement, le prestataire de services de paiement informe sans tarder ses utilisateurs de services de paiement de l'incident et de toutes les mesures disponibles qu'ils peuvent prendre pour atténuer les effets dommageables potentiels de l'incident."

Art. 12. L'article VII.145/2, du même Code, inséré par la loi du 27 mai 2020, est remplacé par ce qui suit :

"VII.145/2. Pour un crédit hypothécaire à destination mobilière, les prêteurs sont autorisés, au cours de la période située entre le 1^{er} février et le 31 mars 2021, à accorder des reports temporaires de remboursement d'un prêt ou d'une vente à tempérament, ainsi que des prolongations du délai de zérotagage en cas d'ouvertures de crédit pour une durée de trois mois maximum.

Toutefois, la durée maximale de report de remboursement ne pourra excéder neuf mois au cours de la période située entre le 1^{er} mai 2020 et le 30 juin 2021.

Le report de remboursement d'un prêt ou d'une vente à tempérament ainsi que la prolongation du délai de zérotagage en cas d'ouverture de crédit ne s'appliquent pas aux contrats de crédit qui ont été conclus après le 1^{er} mai 2020.

Les modalités suivantes s'appliquent :

1° pour bénéficier de ce régime temporaire de suspension des obligations de remboursement ou de la prolongation du délai de zérotagage, les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies :

— l'emprunteur demande lui-même un report de remboursement ou la prolongation du délai de zérotagage de son crédit;

— il n'a pas de retard de paiement du crédit concerné de plus d'un mois au 1^{er} janvier 2021;

— l'emprunteur subit une perte de revenus en raison de la crise du coronavirus. Si plusieurs personnes ont leur résidence officielle à la même adresse, il suffit que l'une de ces personnes subisse une perte de revenus en raison de la crise du coronavirus pour que cette condition soit remplie, même si le crédit n'a pas été souscrit à son nom mais bien au nom de l'une de ces autres personnes.

6° er worden geen dossierkosten, noch nalatigheidsinteressen noch enige andere kosten aangerekend voor het uitstel van betalingen in het kader van de toepassing van dit artikel, met uitzondering van de contractueel bedongen debetrentevoet en eventuele kosten bij normale uitvoering van het contract, berekend over de periode van het uitstel.

7° de kredietgever zal de mogelijkheid tot betalingsuitstel onder de voornoemde voorwaarden kenbaar maken op zijn website.

8° de bepalingen van artikel VII.133 zijn niet overeenkomstig van toepassing."

*Afdeling 2. — Wijzigingen
van boek VII van het Wetboek van economisch recht*

Art. 9. In boek VII, titel 3, hoofdstuk 2, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014 en vervangen bij de wet van 19 juli 2018, wordt een artikel VII.11/1 ingevoegd luidende :

"Art. VII.11/1. Betalingsdienstaanbieders zorgen ervoor dat de elektronische brochure van de Europese Commissie "Uw rechten bij het doen van betalingen in Europa" gemakkelijk en kosteloos geraadpleegd kan worden :

— op de websites van de betalingsdienstaanbieders, indien zij daarover beschikken, en

— op papier in de bijkantoren en bij de agenten van de betalingsdienstaanbieders en bij de entiteiten waaraan zij hun activiteiten uitbesteden.

Ten aanzien van personen met een beperking worden de bepalingen van dit artikel aan de hand van gepaste alternatieve middelen toegepast, zodat de informatie in een toegankelijk formaat beschikbaar kan worden gesteld."

Art. 10. In dezelfde titel 3, hoofdstuk 2, afdeling 1, wordt een artikel VII.11/2 ingevoegd luidende :

"Art. VII.11/2. Betalingsinstellingen zorgen ervoor dat agenten of bijkantoren die voor hun rekening handelen, de betalingsdienstgebruikers daarvan in kennis stellen."

Art. 11. Artikel VII.55/10, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 juli 2018 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Indien het incident, bedoeld in artikel 53, § 2, van de wet van 11 maart 2018, gevolgen heeft of kan hebben voor de financiële belangen van zijn betalingsdienstgebruikers, stelt de betalingsdienstaanbieder zijn betalingsdienstgebruikers onverwijld van het incident in kennis en deelt hij hen mee welke maatregelen zij kunnen treffen om de mogelijke schadelijke gevolgen van het incident te beperken."

Art. 12. Artikel VII.145/2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 mei 2020, wordt vervangen als volgt :

"VII.145/2. Voor de hypothecaire kredieten met roerende bestemming, zijn de kredietgevers gemachtigd om, tijdens de periode tussen 1 februari en 31 maart 2021, tijdelijk uitstel te verlenen van terugbetaling van een lening of verkoop op afbetaling, alsmede van de verlenging van de nulstellingstermijn in geval van kredietopeningen voor een maximale termijn van 3 maanden.

De maximale duur van het betalingsuitstel mag echter niet meer bedragen dan negen maanden in de periode tussen 1 mei 2020 en 30 juni 2021.

Het tijdelijke uitstel van terugbetaling van een lening of verkoop op afbetaling, alsmede verlenging van de nulstellingstermijn in geval van kredietopeningen zijn niet van toepassing op kredietovereenkomsten die werden afgesloten na 1 mei 2020.

De volgende nadere regels zijn van toepassing :

1° om te genieten van dit tijdelijk regime van schorsing van de verplichtingen van terugbetaling of de verlenging van een nulstellingstermijn, dient te worden voldaan aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

— de kredietnemer vraagt zelf uitstel van terugbetaling of de verlenging van de nulstellingstermijn van zijn krediet;

— er is geen betalingsachterstand van het betrokken krediet van meer dan één maand op 1 januari 2021;

— de kredietnemer lijdt een inkomensverlies ten gevolge van coronacrisis. Indien er meerdere personen officieel op hetzelfde adres wonen, is het voldoende dat één van deze personen een inkomensverlies lijdt ten gevolge van de coronacrisis om aan deze voorwaarde te voldoen, ook wanneer het krediet niet op zijn of haar naam, maar op de naam van één van de andere personen werd aangegaan.

— le remboursement mensuel du capital et des intérêts de l'emprunt ou de la vente à tempérament concernés s'élève à au moins 50 euros.

2° lorsque les conditions cumulatives visées à l'alinéa 4, 1°, sont remplies, le prêteur concerné doit:

— selon son choix accorder un report complet ou partiel de remboursement du capital et des intérêts, en tout ou en partie, pour un prêt ou une vente à tempérament du crédit concerné.

La durée du contrat de crédit est rallongée à concurrence de la période de report.

Les intérêts reportés sont étalés sur les délais de remboursement restants. Lors de l'octroi du report, un tableau d'amortissement adapté sera établi pour les délais de remboursement restants du crédit après le report.

— reporter le délai de zérotage pour une ouverture de crédit de trois mois au maximum si le délai de zérotage pour cette ouverture de crédit est atteint au cours de la période entre le 1^{er} février et le 31 mars 2021. Pendant la durée de ce report, les intérêts contractuellement applicables à l'ouverture de crédit restent dus.

3° si au moment de la demande de report de paiement, le patrimoine mobilier total que l'emprunteur détient sur des comptes à vue et des comptes d'épargne et dans un portefeuille de placements auprès de sa propre banque ou d'une autre banque est cumulativement supérieur à 25 000 euros, le prêteur n'est plus tenu d'accorder le report. L'épargne-pension n'est pas prise en compte en l'espèce. Une déclaration sur l'honneur de l'emprunteur peut tenir lieu de preuve à cet égard.

4° la suspension temporaire des obligations de remboursement ou la prolongation du délai de zérotage ne sont pas considérées comme un nouveau contrat de crédit ni comme un défaut de paiement à communiquer au volet négatif de la Centrale des Crédits aux Particuliers, conformément à l'arrêté royal du 23 mars 2017, mais comme une modification autorisée du contrat de crédit et peut entraîner un dépassement du délai maximal de remboursement et du délai de zérotage prévus par l'arrêté royal du 14 septembre 2016.

Cette suspension temporaire, ainsi que toute modification apportée au contrat de crédit, en ce compris la nouvelle date à laquelle le crédit prend fin, doivent être enregistrées auprès de la Centrale des crédits aux particuliers.

5° la modification du contrat de crédit consistant en un report de remboursement ou en une prolongation du délai de zérotage ne doit pas être formalisée dans le contrat de crédit lui-même, mais peut être déterminé par un avenant sur un support durable qui fournit la preuve de l'accord des parties sur le contenu.

6° le report de paiement accordé dans le cadre de l'application du présent article n'entraînera ni frais de dossier, ni intérêts de retard, ni aucun autre frais à l'exception du taux débiteur contractuellement convenu et des éventuels frais liés à l'exécution normale du contrat, calculés sur la période du report.

7° le prêteur communiquera sur son site web la possibilité de report de paiement accordée aux conditions susmentionnées.

8° les dispositions de l'article VII. 133 ne s'appliquent pas par analogie."

Section 3. — Modifications du livre XV du Code de droit économique

Art. 13. Dans l'article XV.89, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 19 avril 2014, remplacé par la loi du 19 juillet 2018 et modifié par la loi du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées:

a) un 4°/1 est inséré, rédigé comme suit :

"4°/1 de l'article VII.11/1 relatif à l'obligation d'information de la documentation européenne;"

b) un 4°/2 est inséré, rédigé comme suit :

"4°/2 de l'article VII.11/2 relatif à l'obligation d'information des agents ou succursales agissant pour le compte des établissements de paiement;"

c) un 22°/1 est inséré, rédigé comme suit :

"22°/1 de l'article VII.55/10, alinéa 2, relatif à l'obligation d'information du prestataire de services de paiement quant aux répercussions des incidents;"

— de la maandelijkse terugbetaling van het kapitaal en interesten van de betrokken lening of verkoop op afbetaling bedraagt minstens 50 euro per maand.

2° wanneer de cumulatieve voorwaarden van het vierde lid, 1°, zijn vervuld, dient de betrokken kredietgever:

— overeenkomstig zijn keuze geheel of gedeeltelijk uitstel van terugbetaling van kapitaal en interesten toe te kennen voor een lening of verkoop op afbetaling van het betrokken krediet.

De kredietlooptijd wordt verlengd met de periode van uitstel.

De uitgestelde interesten worden gespreid over de nog resterende terugbetalingstermijnen. Bij toekenning van het uitstel zal een aangepaste aflossingstabel worden opgemaakt voor de nog resterende terugbetalingstermijnen van het krediet na het uitstel.

— de nulstellingstermijn voor een kredietopening uit te stellen met maximaal drie maanden indien de nulstellingstermijn van die kredietopening wordt bereikt in de periode tussen 1 februari en 31 maart 2021. Tijdens de periode van dit uitstel blijven de op de kredietopening contractueel van toepassing zijnde interesten verschuldigd.

3° indien op het moment van de aanvraag tot betalingsuitstel het totaal roerend vermogen op zicht- en spaarrekeningen en in een beleggingsportefeuille bij de eigen of een andere bank cumulatief groter is dan 25 000 euro, is de kredietgever niet meer verplicht om het uitstel toe te staan. Pensioensparen wordt hier niet in meegerekend. Het bewijs hiervoor kan geleverd worden mits een verklaring op eer door de kredietnemer.

4° de tijdelijke opschorting van de terugbetalingsverplichtingen of verlenging van de nulstellingstermijn worden niet beschouwd als een nieuwe kredietovereenkomst noch als een wanbetaling die overeenkomstig het koninklijk besluit van 23 maart 2017 moet worden gemeld in het negatieve luik van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren, maar als een toegelaten wijziging van de kredietovereenkomst en ze kan leiden tot een overschrijding van de bij koninklijk besluit van 14 september 2016 bepaalde maximale terugbetalingstermijn en nulstellingstermijn.

Deze tijdelijke opschorting en de wijzigingen van de kredietovereenkomst, met inbegrip van de nieuwe einddatum van het krediet, dienen te worden geregistreerd in de Centrale voor Kredieten aan Particulieren.

5° de wijziging van de kredietovereenkomst die bestaat uit het uitstel van terugbetaling of de verlenging van de nulstellingstermijn hoeft niet in de kredietovereenkomst zelf te worden geformaliseerd, maar kan worden vastgesteld via een bijvoegsel op een duurzame drager dat het bewijs levert van de instemming van de partijen met de inhoud.

6° er worden geen dossierkosten, noch nalatigheidsinteresten noch enige andere kosten aangerekend voor het uitstel van betalingen in het kader van de toepassing van dit artikel, met uitzondering van de contractueel bedongen debetrentevoet en eventuele kosten bij normale uitvoering van het contract, berekend over de periode van het uitstel.

7° de kredietgever zal de mogelijkheid tot betalingsuitstel onder de voornoemde voorwaarden kenbaar maken via zijn website.

8° de bepalingen van artikel VII.133 zijn niet overeenkomstig van toepassing."

Afdeling 3. — Wijzigingen van boek XV van het Wetboek van economisch recht

Art. 13. In artikel XV.89, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014, vervangen bij de wet van 19 juli 2018, en gewijzigd bij de wet van 2 mei 2019 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) een bepaling onder 4°/1 wordt ingevoegd, luidende :

"4°/1 van artikel VII.11/1 betreffende de informatieverplichting van de Europese documentatie;"

b) een bepaling onder 4°/2 wordt ingevoegd, luidende :

"4°/2 van artikel VII.11/2 betreffende de informatieverplichting van de agenten of bijkantoren die handelen voor rekening van de betalingsinstellingen;"

c) een bepaling onder 22°/1 wordt ingevoegd, luidende :

"22°/1 van artikel 55/10, tweede lid, betreffende de informatieverplichting van de betalingsdienstaanbieder aangaande de gevolgen van de incidenten;"

Section 4. — Modifications
du livre XVII du Code de droit économique

Art. 14. Dans l'article XVII.43, § 3, du même Code, inséré par la loi du 28 mars 2014, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"Le greffe communique immédiatement, le cas échéant après l'expiration du délai de recours, la décision de recevabilité sous forme électronique au SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie, qui la publie immédiatement dans son intégralité sur son site internet et fait publier un avis au *Moniteur belge* mentionnant les références de la décision et le lien vers la page du site où le texte intégral de la décision est publié. Le *Moniteur belge* assure la publication de cet avis dans un délai de dix jours."

Art. 15. Dans l'article XVII.50 du même Code, inséré par la loi du 28 mars 2014, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

"Le greffe communique immédiatement, le cas échéant après l'expiration du délai de recours, l'ordonnance d'homologation de l'accord de réparation collective et le texte de cet accord, sous forme électronique au SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie, qui la publie immédiatement dans son intégralité sur son site internet et fait publier un avis au *Moniteur belge* mentionnant les références de l'ordonnance et le lien vers la page du site où le texte intégral de l'ordonnance et de l'accord est publié. Le *Moniteur belge* assure la publication de cet avis dans un délai de dix jours."

Art. 16. Dans l'article XVII.55 du même Code, inséré par la loi du 28 mars 2014, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

"Le greffe communique immédiatement, le cas échéant après l'expiration du délai de recours, la décision du juge sur le fond sous forme électronique au SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie, qui la publie immédiatement dans son intégralité sur son site internet et fait publier un avis au *Moniteur belge* mentionnant les références de la décision et le lien vers la page du site où le texte intégral de la décision est publié. Le *Moniteur belge* assure la publication de cet avis dans un délai de dix jours."

Art. 17. Dans l'article XVII.62 du même Code, inséré par la loi du 28 mars 2014, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

"Le greffe communique immédiatement, le cas échéant après l'expiration du délai de recours, la décision visée à l'article XVII.61, § 2, sous forme électronique au SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie, qui la publie immédiatement dans son intégralité sur son site internet et fait publier un avis au *Moniteur belge* mentionnant les références de la décision et le lien vers la page du site où le texte intégral de la décision est publié. Le *Moniteur belge* assure la publication de cet avis dans un délai de dix jours."

CHAPITRE 3. — *Modification de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs*

Art. 18. Dans l'article 2bis de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, inséré par la loi du 2 mai 2019, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Restent soumis à l'obligation d'assurance visée à l'article 2, § 1^{er}, les véhicules automoteurs qui sont destinés à d'autres finalités que le simple déplacement ainsi que les cyclomoteurs de classe A tels que définis à l'article 2, 2.17, 1), de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique."

Art. 19. L'article 7, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 8 juin 2008, est complété par un alinéa, rédigé comme suit:

"Le Roi peut déterminer les conditions dans lesquelles les assureurs peuvent être dispensés de l'obligation de délivrer le certificat international d'assurance au preneur d'assurance."

Art. 20. Dans l'article 19bis-6, § 1^{er}, de la même loi, le 2°) est remplacé par ce qui suit :

"2°) les numéros des polices d'assurance couvrant la circulation des véhicules visés au 1°) pour les risques mentionnés dans la branche 10 de l'annexe I à l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, à l'exclusion de la responsabilité civile du transporteur, la date à laquelle la couverture d'assurance prend fin et la date à laquelle la garantie est suspendue;"

Afdeling 4. — Wijzigingen
van boek XVII van het Wetboek van economisch recht

Art. 14. In artikel XVII.43, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2014, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De griffie deelt onmiddellijk, in voorkomend geval na het verstrijken van de beroepstermijn, de ontvankelijkheidsbeslissing onder elektronische vorm mee aan de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie die ze onmiddellijk integraal bekendmaakt op zijn website en die een bericht laat bekendmaken in het *Belgisch Staatsblad* dat de referentie van die beslissing vermeldt en de link naar de pagina van de website waar de integrale tekst van de beslissing wordt weergegeven. Het *Belgisch Staatsblad* verzekert de bekendmaking van dit bericht binnen de tien dagen."

Art. 15. In artikel XVII.50 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2014, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De griffie deelt onmiddellijk, in voorkomend geval na het verstrijken van de beroepstermijn, de homologatiebeschikking van het akkoord tot collectief herstel, samen met de tekst van dit akkoord, onder elektronische vorm mee aan de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie die ze onmiddellijk integraal bekendmaakt op zijn website en die een bericht laat bekendmaken in het *Belgisch Staatsblad* dat de referentie van die beschikking vermeldt en de link naar de pagina van de website waar de integrale tekst van de beschikking en het akkoord wordt weergegeven. Het *Belgisch Staatsblad* verzekert de bekendmaking van dit bericht binnen de tien dagen."

Art. 16. In artikel XVII.55 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2014, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De griffie deelt onmiddellijk, in voorkomend geval na het verstrijken van de beroepstermijn, de beslissing van de rechter over de grond, onder elektronische vorm mee aan de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie die ze onmiddellijk integraal bekendmaakt op zijn website en die een bericht laat bekendmaken in het *Belgisch Staatsblad* dat de referentie van die beslissing vermeldt en de link naar de pagina van de website waar de integrale tekst van de beslissing wordt weergegeven. Het *Belgisch Staatsblad* verzekert de bekendmaking van dit bericht binnen de tien dagen."

Art. 17. In artikel XVII.62 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2014, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De griffie deelt onmiddellijk, in voorkomend geval na het verstrijken van de beroepstermijn, de beslissing bedoeld in artikel XVII. 61, § 2, onder elektronische vorm mee aan de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie die ze onmiddellijk integraal bekendmaakt op zijn website en die een bericht laat bekendmaken in het *Belgisch Staatsblad* dat de referentie van die beslissing vermeldt en de link naar de pagina van de website waar de integrale tekst van de beslissing wordt weergegeven. Het *Belgisch Staatsblad* verzekert de bekendmaking van dit bericht binnen de tien dagen."

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen*

Art. 18. In artikel 2bis van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, ingevoegd bij de wet van 2 mei 2019, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Blijven onderworpen aan de verzekeringsplicht bedoeld in artikel 2, § 1, de motorrijtuigen die voor andere doeleinden bestemd zijn dan het zich enkel verplaatsen evenals de bromfietsen van klasse A zoals gedefinieerd in artikel 2, 2.17, 1), van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg."

Art. 19. Artikel 7, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 8 juni 2008, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De Koning kan bepalen onder welke voorwaarden verzekeraars kunnen worden vrijgesteld van de verplichting om het internationaal verzekeringsbewijs aan de verzekeringnemer af te geven."

Art. 20. In artikel 19bis-6, § 1, van dezelfde wet, wordt de bepaling onder 2°) vervangen als volgt :

"2°) de nummers van de verzekeringspolissen waardoor het gebruik van de voertuigen bedoeld in 1°) wordt gedekt voor de risico's vermeld in tak 10 van bijlage I van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, uitgezonderd de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de vervoerder, de datum waarop de dekking is geëindigd en de datum waarop de waarborg is geschorst;"

Art. 21. Dans l'article 19bis-8 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, premier alinéa, les mots "peut obtenir du Fonds les informations suivantes concernant les véhicules automoteurs impliqués dans l'accident" sont remplacés par les mots "peut avoir accès au registre visé à l'article 19bis-6 pour obtenir les informations suivantes concernant tout véhicule automoteur impliqué dans l'accident";

2° le texte actuel du paragraphe 2 formera le paragraphe 1^{er}, alinéa 2;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le 1°) est remplacé par ce qui suit:

"1°) la demande concerne un véhicule automoteur ayant son stationnement habituel sur le territoire d'un État de l'Espace économique européen";

4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le 2°) est remplacé par ce qui suit:

"2°) l'accident s'est produit sur le territoire d'un État de l'Espace économique européen ou d'un État tiers dont le bureau national d'assurance a adhéré au système international duquel le Bureau visé à l'article 19bis-1 est membre";

5° l'article est complété par un paragraphe 2, rédigé comme suit:

"§ 2. Aux fins de lutter contre la non-assurance, les membres compétents des services de police au sens de l'article 2, 2°, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police structuré organisé à deux niveaux disposent d'un accès par voie électronique au registre visé à l'article 19bis-6. La consultation est limitée au contrôle de la situation d'assurance d'un véhicule déterminé.

Aux fins d'exercer des missions de prévention, de contrôle et d'enquête, ont accès au registre visé à l'article 19bis-6 dans le cadre de l'exercice de leurs missions légales :

1° les membres des services de police visés à l'article 593 du Code d'Instruction Criminelle qui sont chargés de l'exécution de missions de police administrative et judiciaire conformément aux articles 14 et 15 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police;

2° les membres du personnel du Comité permanent de contrôle des services de police et de son Service d'enquêtes, visés à l'article 593 du Code d'Instruction Criminelle;

3° les membres du personnel du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité et de son Service d'enquêtes, visés à l'article 593 du Code d'Instruction Criminelle;

4° les membres et membres du personnel de l'Organe de contrôle de l'information policière et de son Service d'enquêtes, visés à l'article 593 du Code d'Instruction Criminelle;

5° les membres du personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, visés à l'article 593 du Code d'Instruction Criminelle;

6° les magistrats du siège de toutes les juridictions pénales et les magistrats des tribunaux de police, les assesseurs au tribunal de l'application des peines et les greffes, le ministère public et les secrétariats du parquet, la commission de probation et son secrétariat, qui ont le besoin d'en connaître, et qui sont nominativement et préalablement désignés par l'autorité hiérarchique compétente;

7° les services de renseignement et de sécurité visé à l'article 593 du Code d'Instruction Criminelle.

Pour les besoins relatifs aux missions légales des personnes visées à l'alinéa 2, le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les données pertinentes auxquelles l'accès est donné."

Art. 22. L'article 23 de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"L'alinéa premier n'est pas d'application lorsque les conditions fixées par le Roi en exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, sont réunies."

Art. 21. In artikel 19bis-8 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "kan bij het Fonds de hierna volgende inlichtingen betreffende de bij het ongeval betrokken motorrijtuigen bekomen" vervangen door de woorden "kan een toegang hebben tot het register, bedoeld in artikel 16bis-6 om de hierna volgende inlichtingen betreffende ieder bij het ongeval betrokken motorrijtuig te verkrijgen";

2° de huidige tekst van paragraaf 2 vormt de paragraaf 1, tweede lid;

3° in paragraaf 2, tweede lid, wordt de bepaling onder 1°) vervangen als volgt:

"1°) het verzoek betrekking heeft op een motorrijtuig dat gewoonlijk gestald is op het grondgebied van een Staat van de Europese Economische Ruimte."

4° in paragraaf 2, tweede lid, wordt de bepaling onder 2°) vervangen als volgt :

"2°) het ongeval zich heeft voorgedaan op het grondgebied van een Staat van de Europese Economische Ruimte of van een derde Staat waarvan het nationaal bureau van verzekeraars bij het internationaal systeem aangesloten is waarvan het Bureau bedoeld in artikel 19bis-1 lid is."

5° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende :

"§ 2. Met het oog op de strijd tegen niet-verzekering, beschikken de bevoegde leden van de politiediensten, bedoeld in artikel 2, 2°, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, over elektronische toegang tot het register bedoeld in artikel 19bis-6. De raadpleging is beperkt tot de controle van de verzekeringssituatie van een bepaald voertuig.

Voor het uitvoeren van preventie-, controle- en onderzoeksmisssies, hebben toegang tot het register bedoeld in artikel 19bis-6 in het kader van de uitoefening van hun wettelijke opdrachten :

1° de leden van de politiediensten bedoeld in artikel 593 van het Wetboek van strafvordering belast met de uitvoering van opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie overeenkomstig de artikelen 14 en 15 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

2° de personeelsleden van het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten en van zijn Dienst Enquêtes, bedoeld in artikel 593 van het wetboek van strafvordering;

3° de personeelsleden van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en van zijn Dienst Enquêtes, bedoeld in artikel 593 van het wetboek van strafvordering;

4° de leden en personeelsleden van het Controleorgaan op de positionele informatie en van zijn Dienst Onderzoeken, bedoeld in artikel 593 van het wetboek van strafvordering;

5° de personeelsleden van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, bedoeld in artikel 593 van het wetboek van strafvordering;

6° de magistraten van de zetel van alle strafgerichten en de magistraten van de politierechtbanken, de assessoren bij de strafuitvoeringsrechtbank en de griffies, het openbaar ministerie en de parketsecretariaten, de probatiecommissie en haar secretariaat, die een kennisbehoefte hebben en die nominatief en voorafgaandelijk door de hiërarchisch bevoegde autoriteit worden aangewezen;

7° de inlichtingen- en veiligheidsdiensten bedoeld in artikel 593 van het Wetboek van strafvordering.

Voor de behoeften in verband met de wettelijke opdrachten van de personen bedoeld in het tweede lid, bepaalt de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de relevante gegevens waartoe toegang wordt verleend."

Art. 22. Artikel 23 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Het eerste lid is niet van toepassing indien de voorwaarden die de Koning bepaalt, ter uitvoering van artikel 7, § 1, tweede lid, zijn vervuld."

CHAPITRE 4. — *Modification de la loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions diverses sur le banc d'épreuves des armes à feu*

Art. 23. Dans l'article 19 de la loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions diverses sur le banc d'épreuves des armes à feu, le paragraphe 2, annulé par l'arrêt n° 47/2019 de la Cour constitutionnelle du 19 mars 2019, est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. Il est mis fin de plein droit aux mandats du directeur du banc d'épreuves, du président, du vice-président et des syndics de la commission administrative qui sont en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Ils continuent à exercer leur mandat jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement.

Le Roi réaffecte le directeur du banc d'épreuves en exercice au plus tard au moment de la nomination de son remplaçant, avec maintien de l'échelle barémique qui lui est applicable à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.”

CHAPITRE 5. — *Modification de la loi du 6 décembre 2018 transposant la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances*

Art. 24. Dans l'article 57, alinéa 2, de la loi du 6 décembre 2018 transposant la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances, les mots “deux ans” sont remplacés par les mots “trois ans”.

CHAPITRE 6. — *Modifications de la loi du 17 mars 2019 relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal*

Art. 25. Dans l'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 17 mars 2019 relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal, les mots “de l'examen d'admission et” sont insérés entre les mots “sont dispensés” et les mots “du stage.”.

Art. 26. L'article 14, alinéa unique, de la même loi est complété par la phrase suivante :

“La personne qui est dispensée du stage présente un examen d'aptitude selon les modalités fixées par le Roi.”.

Art. 27. Les articles 21 et 22 de la même loi, sont chaque fois complétés par un alinéa rédigé comme suit :

“Le Roi détermine les modalités de l'examen d'aptitude visé aux alinéas 2 et 3.”.

Art. 28. Dans l'article 54, § 1^{er}, alinéa 2, dernière phrase, de la même loi, modifié par la loi du 20 juillet 2020, les mots “et qui ne sont pas inscrits au registre public en qualité d'expert-comptable certifié (interne) ou de conseiller fiscal certifié (interne)” sont insérés entre les mots “Fiscalistes agréés” et les mots “, le montant”.

Art. 29. À l'article 80 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, les mots “mogen enkel” sont remplacés par les mots “kunnen niet”;

2° dans le texte néerlandais de l'alinéa 3, les mots “uit te brengen” sont remplacés par les mots “uitgebracht te hebben”.

Art. 30. Dans l'article 122 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, est complété par l'alinéa suivant :

“Le mandat des membres des organes disciplinaires et de l'assesseur juridique de l'Institut professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés est prolongé jusqu'à la date de fin de traitement des dossiers pendants devant ces organes. Les dossiers en cours d'examen qui ne sont pas pendants devant un organe disciplinaire, sont transférés à l'assesseur juridique visé à l'article 90.”;

2° l'article est complété par les paragraphes 2 et 3 rédigés comme suit :

“§ 2. Les dossiers concernant la surveillance visés aux articles 28, §§ 1^{er} et 2, et à l'article 29, § 2, de la loi du 22 avril 1999 pendants auprès de l'Institut des Experts-comptables et des Conseils fiscaux à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont transférés à et traités par l'Institut créé par la présente loi selon les procédures et modalités fixées par la présente loi et ses arrêtés d'exécution.

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van de wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen inzake de proefbank voor vuurwapens*

Art. 23. In artikel 19 van de wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen inzake de proefbank voor vuurwapens, wordt paragraaf 2, vernietigd bij arrest van het Grondwettelijk Hof nr. 47/2019 van 19 maart 2019, vervangen als volgt :

“§ 2. Aan de mandaten van de bestuurder van de proefbank, de voorzitter, de ondervoorzitter en de wapenmeesters van de bestuurscommissie die bij de inwerkingtreding van deze wet in functie zijn, wordt van rechtswege een einde gesteld.

Zij oefenen hun mandaat verder uit tot er is voorzien in hun vervanging.

De Koning stelt de in functie zijnde directeur van de proefbank weder tewerk uiterlijk op het moment van de benoeming van zijn vervanger, met behoud van de weddeschaal die op hem van toepassing is op de datum van inwerkingtreding van deze wet.”.

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen van de wet van 6 december 2018 tot omzetting van Richtlijn (EU) 2016/97 van het Europees Parlement en de Raad van 20 januari 2016 betreffende verzekeringsdistributie*

Art. 24. In artikel 57, tweede lid, van de wet van 6 december 2018 tot omzetting van Richtlijn (EU) 2016/97 van het Europees Parlement en de Raad van 20 januari 2016 betreffende verzekeringsdistributie, worden de woorden “twee jaar” vervangen door de woorden “drie jaar”.

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingen van de wet van 17 maart 2019 betreffende de beroepen van accountant en belastingadviseur*

Art. 25. In artikel 11, § 2, eerste lid, van de wet van 17 maart 2019 betreffende de beroepen van accountant en belastingadviseur, worden de woorden “van het toelatingsexamen en” ingevoegd tussen de woorden “zijn vrijgesteld” en de woorden “van de stage.”.

Art. 26. Artikel 14, enig lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld met de volgende zin :

“De persoon die vrijgesteld is van de stage legt een bekwaamheidsexamen af volgens de nadere regels bepaald door de Koning.”.

Art. 27. Artikelen 21 en 22 van dezelfde wet worden telkens aangevuld met een lid, luidende :

“De Koning bepaalt de nadere regels van het bekwaamheidsexamen bedoeld in het tweede en derde lid.”.

Art. 28. In artikel 54, § 1, tweede lid, laatste zin, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2020, worden de woorden “en die niet ingeschreven zijn in het openbaar register met de hoedanigheid van (intern) gecertificeerd accountant of van (intern) gecertificeerd belastingadviseur” ingevoegd tussen de woorden “en Fiscalisten” en de woorden “mag het bedrag”.

Art. 29. In artikel 80 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden “mogen enkel” vervangen door de woorden “kunnen niet”;

2° in het derde lid, worden de woorden “uit te brengen” vervangen door de woorden “uitgebracht te hebben”.

Art. 30. In artikel 122 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidende :

“Het mandaat van de leden van de tuchtorganen en van de rechtskundig assessor bij het Beroepsinstituut van Erkende Boekhouders en Fiscalisten wordt verlengd tot de datum waarop de dossiers die hangende zijn bij die organen afgehandeld zijn. De dossiers in onderzoek die niet aanhangig zijn gemaakt bij een tuchtorgaan, worden overgemaakt aan de rechtskundig assessor bedoeld in artikel 90.”;

2° het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 2 en 3, luidende :

“§ 2. De op de datum van inwerkingtreding van deze wet bij het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten hangende dossiers met betrekking tot het toezicht als bedoeld in de artikelen 28, §§ 1 en 2, en artikel 29, § 2, van de wet van 22 april 1999 worden overgemaakt aan en behandeld door het Instituut opgericht bij deze wet volgens de procedures en de nadere regels bepaald in deze wet en haar uitvoeringsbesluiten.

La revue qualité et son suivi exécutés sous la surveillance de l'Institut des Experts-comptables et des Conseils fiscaux et ses organes, telle que visée à l'article 28, § 3, de la loi du 22 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution, sont poursuivis après la date d'entrée en vigueur de la présente loi sous la surveillance de l'Institut créé par la présente loi et ses organes.

§ 3. Les dossiers concernant la surveillance, visée à l'article 44, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 avril 1999 que l'Institut professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés n'a pas encore clôturés à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont transférés à et traités par l'Institut créé par la présente loi selon les procédures et modalités fixées par la présente loi et ses arrêtés d'exécution.

Les dossiers de surveillance près l'Institut professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés portant sur le respect des dispositions du livre II de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, des arrêtés et règlements d'exécution, des mesures d'exécution de la directive 2015/849, du règlement européen relatif aux transferts de fonds, tels que définis par l'article 4, 5^o, de la loi du 18 septembre 2017 et des devoirs de vigilance prévus par les dispositions contraignantes relatives aux embargos financiers, sont poursuivis après la date d'entrée en vigueur de la présente loi sous le contrôle de l'Institut créé par la présente loi et ses organes. Le Conseil de cet Institut peut prononcer des sanctions administratives telles que visées à l'article 116 de la présente loi."

Art. 31. Dans l'article 124 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Le stagiaire expert-comptable ou le stagiaire conseil fiscal qui à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, accomplit le stage sous la surveillance de l'Institut des Experts-comptables et des Conseils fiscaux, tel que prévu par le titre III, chapitre 2, de la loi du 22 avril 1999, poursuit son stage avec maintien de tous ses résultats et dispenses obtenus, sous la surveillance de l'Institut créé par la présente loi, selon les procédures et modalités fixées dans la présente loi et ses arrêtés d'exécution. Les conventions de stage en cours approuvées en application de l'article 25, 3^o, de la loi du 22 avril 1999 restent valides après l'entrée en vigueur de la présente loi.

En ce qui concerne l'examen d'admission au stage d'expert-comptable certifié ou de conseiller fiscal certifié, tel que visé à l'article 10, § 1^{er}, 6^o, de la présente loi, les personnes qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ont présenté l'examen d'admission tel que visé par l'article 19, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 22 avril 1999 ou certaines parties de cet examen d'admission, conservent les résultats obtenus ainsi que les dispenses de cet examen d'admission ou des parties de cet examen d'admission."

2^o dans le paragraphe 2, la première phrase est complétée par les mots " , sous réserve des règles prévues aux paragraphes 3 à 5 "

3^o l'article est complété par les paragraphes 3 à 5, rédigés comme suit :

"§ 3. La Commission de stage, créée en vertu de l'article 17 de l'arrêté royal du 27 septembre 2015 fixant le programme, les conditions et le jury de l'examen pratique d'aptitude des "comptables agréés" et "comptables-fiscalistes agréés", poursuit les missions concernant le stage des comptables et des comptables-fiscalistes qui lui ont été confiées par ou vertu de la loi du 22 avril 1999. Le mandat de ses membres est prolongé jusqu'à la date à laquelle le stage de toutes les personnes visées au paragraphe 2, a pris fin.

§ 4. Les chambres exécutives et chambres d'appel, visées à l'article 45/1, § 2, de la loi du 22 avril 1999, poursuivent les missions concernant le stage des comptables et comptables-fiscalistes qui leur ont été confiées par l'arrêté royal du 27 septembre 2015 fixant le programme, les conditions et le jury de l'examen pratique d'aptitude des "comptables agréés" et "comptables-fiscalistes agréés", et par le règlement de stage du 10 avril 2015 de l'Institut professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés. Le mandat des membres de ces organes et de l'assesseur juridique est prolongé jusqu'à la date à laquelle le stage de toutes les personnes visées à l'article 124, § 2, a pris fin.

Toutefois, lorsqu'un comptable stagiaire ou un comptable-fiscaliste stagiaire est poursuivi disciplinairement, l'article 122 s'applique.

De kwaliteitstoetsing en de opvolging ervan verricht onder het toezicht van het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten en zijn organen als bedoeld in artikel 28, § 3, van de wet van 22 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten, worden na de datum van inwerkingtreding van deze wet voortgezet onder het toezicht van het Instituut opgericht bij deze wet en zijn organen.

§ 3. De dossiers met betrekking tot het toezicht als bedoeld in artikel 44, eerste lid, van de wet van 22 april 1999 die het Beroepsinstituut van Erkende Boekhouders en Fiscalisten nog niet heeft afgesloten op de datum van inwerkingtreding van deze wet, worden overgemaakt aan en behandeld door het Instituut opgericht bij deze wet volgens de procedures en de nadere regels bepaald in deze wet en haar uitvoeringsbesluiten.

De toezichtdossiers bij het Beroepsinstituut van Erkende Boekhouders en Fiscalisten op de naleving van de bepalingen van boek II van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, van de besluiten en reglementen genomen tot uitvoering ervan, van de uitvoeringsmaatregelen van richtlijn 2015/849, van de Europese verordening betreffende geldovermakingen zoals bepaald in artikel 4, 5^o, van de wet van 18 september 2017 en de waakzaamheidsplichten voorzien door de bindende bepalingen betreffende financiële embargo's worden na de datum van inwerkingtreding van deze wet voortgezet onder het toezicht van het Instituut opgericht bij deze wet, en zijn organen. De Raad van dit Instituut kan administratieve sancties uitspreken als bedoeld in artikel 116 van deze wet."

Art. 31. In artikel 124 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1 wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"De stagiair accountant of de stagiair belastingconsulent die op de datum van inwerkingtreding van deze wet, stage loopt onder het toezicht van het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten, als voorzien in titel III, hoofdstuk 2, van de wet van 22 april 1999, zet met behoud van al zijn behaalde resultaten en vrijstellingen, de stage voort onder het toezicht van het Instituut, opgericht bij deze wet, volgens de procedures en de nadere regels bepaald in deze wet en haar uitvoeringsbesluiten. De lopende stage-overeenkomsten goedgekeurd met toepassing van het artikel 25, 3^o, van de wet van 22 april 1999 blijven na de inwerkingtreding van deze wet geldig.

Met betrekking tot het toelatingsexamen voor de stage van gecertificeerd accountant of van gecertificeerd belastingadviseur als bedoeld in artikel 10, § 1, 6^o, van deze wet, behouden de personen die vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet het toelatingsexamen als bedoeld in artikel 19, § 1, 4^o, van de wet van 22 april 1999 hebben afgelegd of bepaalde onderdelen van dat toelatingsexamen, de behaalde resultaten en vrijstellingen van dat toelatingsexamen of de desbetreffende opleidingsonderdelen ervan."

2^o in paragraaf 2 wordt de eerste zin aangevuld met de woorden " , onder voorbehoud van de regels bepaald in paragrafen 3 tot 5 "

3^o het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 3 tot 5, luidende :

"§ 3. De Stagecommissie, opgericht bij artikel 17 van het koninklijk besluit van 27 september 2015 betreffende het programma, de voorwaarden en de examenjury voor het praktisch bekwaamheidsexamen van de erkende boekhouders en erkende boekhouders-fiscalisten, zet de opdrachten met betrekking tot de stage van de boekhouders en van boekhouders-fiscalisten voort, die haar bij of krachtens de wet van 22 april 1999 werden toevertrouwd. Het mandaat van haar leden wordt verlengd tot de datum waarop de stage van alle personen bedoeld in paragraaf 2 beëindigd is.

§ 4. De uitvoerende kamers en kamers van beroep, bedoeld in artikel 45/1, § 2, van de wet van 22 april 1999, zetten de taken met betrekking tot de stage van de boekhouders en van de boekhouders-fiscalisten voort die hen zijn toevertrouwd door het koninklijk besluit van 27 september 2015 betreffende het programma, de voorwaarden en de examenjury voor het praktisch bekwaamheidsexamen van de erkende boekhouders en erkende boekhouders-fiscalisten, en door het stagerglement van 10 april 2015 van het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten. Het mandaat van de leden van die organen en van de rechtskundig assessor wordt verlengd tot de datum waarop de stage van alle personen bedoeld in artikel 124, § 2, beëindigd is.

Wanneer echter een stagiair-boekhouder of een stagiair boekhouder-fiscalist naar tucht wordt verwezen, is artikel 122 van toepassing

§ 5. Le Conseil, exerçant les compétences visées à l'article 72, reprend toutes les tâches relatives au stage des comptables et des comptables-fiscalistes qui incombent au Conseil national de l'Institut professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés."

CHAPITRE 7. — *Confirmation de l'arrêté royal du 31 juillet 2020 modifiant les livres 1^{er} et IV du Code de droit économique en ce qui concerne les abus de dépendance économique*

Art. 32. L'arrêté royal du 31 juillet 2020 modifiant les livres 1^{er} et IV du Code de droit économique en ce qui concerne les abus de dépendance économique est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

CHAPITRE 8. — *Disposition transitoire*

Art. 33. L'article IV.90, § 2, alinéa 3, du Code de droit économique, inséré par la loi du 2 mai 2019, et dans sa version en vigueur au 12 mai 2019, reste applicable aux demandes d'abrogation ou de modification des conditions et charges liées aux concentrations qui ont été introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE 9. — *Entrée en vigueur*

Art. 34. Les articles 8 et 12, produisent leurs effets le 1^{er} février 2021 et cesseront de produire leurs effets le 30 juin 2021.

Art. 35. L'article 24 produit ses effets le 27 décembre 2020.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 février 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de la Justice et de la Mer du Nord,
V. VAN QUICKENBORNE

Le Ministre des Classes moyennes et des P.M.E.,
D. CLARINVAL

La Secrétaire d'Etat à la Protection des Consommateurs,
E. DE BLEEKER

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants :

(www.lachambre.be)

Documents : 55-1515 (2019/2020)

Compte rendu intégral : 28 janvier 2021.

§ 5. De Raad, die de in artikel 72 bedoelde bevoegdheden uitoefent, neemt alle taken over met betrekking tot de stage van de boekhouders en van de boekhouders-fiscalisten die tot de bevoegdheid behoorden van de Nationale Raad van het Beroepsinstituut van Erkende Boekhouders en Fiscalisten."

HOOFDSTUK 7. — *Bekrachtiging van het koninklijk besluit van 31 juli 2020 tot wijziging van de boeken I en IV van het Wetboek van economisch recht met betrekking tot misbruiken van economische afhankelijkheid*

Art. 32. Het koninklijk besluit van 31 juli 2020 tot wijziging van de boeken I en IV van het Wetboek van economisch recht met betrekking tot misbruiken van economische afhankelijkheid wordt bekrachtigd met ingang van de datum van inwerkingtreding ervan.

HOOFDSTUK 8. — *Overgangsbepaling*

Art. 33. Artikel IV.90, § 2, derde lid, van het Wetboek van economisch recht, ingevoegd bij de wet van 2 mei 2019, en zoals het gold op 12 mei 2019, blijft van toepassing op de opheffings- of wijzigingsverzoeken van voorwaarden en verplichtingen verbonden aan concentraties die werden ingediend vóór de inwerkingtreding van deze wet.

HOOFDSTUK 9. — *Inwerkingtreding*

Art. 34. De artikelen 8 en 12 hebben uitwerking met ingang van 1 februari 2021 en treden buiten werking op 30 juni 2021.

Art. 35. Artikel 24 heeft uitwerking met ingang van 27 december 2020.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 februari 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Justitie en Noorzee,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Middenstand en K.M.O.'s,
D. CLARINVAL

De Staatssecretaris voor Consumentenbescherming,
E. DE BLEEKER

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 55-1515 (2019/2020)

Integraal Verslag : 28 januari 2021.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2021/40128]

14 JANVIER 2021. — Arrêté royal portant approbation du code de déontologie de l'Institut professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés (IPCF)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, l'article 45/1, § 4, alinéa 1^{er}, inséré par la loi du 25 février 2013 ;

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 2017 portant approbation du code de déontologie de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés (IPCF) ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2021/40128]

14 JANUARI 2021. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het reglement van plichtenleer van het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten (BIBF)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, artikel 45/1, § 4, eerste lid, ingevoegd bij de wet van 25 februari 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 2017 tot goedkeuring van het reglement van plichtenleer van het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten (BIBF);